Guesde reprend la parole pour présenter le citoyen Duc-Quercy qui a aussi largement fait son devoir.

La musique entonne la *Marseillaise* et les délégués se retirent.

Guesde et Duc-Quercy haranguent la foule

Après les vins d'honneur, Jules Guesde et Duc-Quercy accompagnés de l'administration redescendent *sur le perron* de l'Hôtel-de-Ville où stationnent cinq à six cents personnes.

Guesde harangue la foule en ces termes :

Citoyens,

Au nom du comité central du parti ouvrier et du groupe socialiste de la Chambre, je salue les ouvriers et les ouvrières qui fêtent si grandiosement le sixième premier mai.

Vous avez fait une si *belle manifestation que vos patrons n'en reviennent pas.*

Ils avaient compté sur le chomage des jours derniers, mais une fois de plus vous avez affirmé *votre solidarité et votre fermeté.*

Guesde prie ensuite Duc-Quercy de prendre la parole.

Le citoyen Duc-Quercy a la même physionomie que Jules Guesde, le teint bileux, les cheveux longs.

L'honneur est pour moi, dit-il, de venir aujourd'hui manifester avec vous dans cette place, qui nous frontière, est déjà légende.

Je ne parle pas seulement au nom des mineurs de Décazeville, vos frères mineurs, mais au nom de tous les prolétaires de Belgique, d'Allemagne, d'Autriche, de tous les pays, enfin.

Ce n'est pas seulement une petite manifestation qui a eu lieu aujourd'hui, mais ce sont les ouvriers de tous les pays qui affirment avec vous la révolte des classes.

L'Eglise seule pouvait nous combattre, mais elle s'est alliée au patronat.

Un assistant crie : « A bas l'Eglise ! »

Le 1er Mai n'est plus qu'une fête, c'est l'aube d'un nouveau soleil que nous saluons avec joie.

Après Duc-Quercy, le maire recommande aux manifestants le calme pour ne pas donner prise aux attaques des bourgeois.

La manifestation, dit il, en tant qu'en cortège (sic), est terminée, le cortège doit se dissoudre.

Quelques instants plus tard, la Grande-Place avait repris sa physionomie habituelle

Le Ballon

Nos concitoyens sont toujours curieux de l'ascension d'un aérostat, aussi dès onze heures, bon nombre de spectateurs stationnaient sur la Grande-Place, pour assister au *gonflement du ballon promis.*

Ainsi que l'annonçait le programme de la fête, l'aérostat est parti à six heures précises, emportant en plus de l'aéronaute, M. Terwynck, son jeune fils, le fils de M. Lepers, adjoint au maire et M. Couvreur. Une foule immense assistait à ce départ majestueux et l'immense ballon s'est élevé dans les airs, prenant la direction de la Belgique aux accents d'un air de musique.

LA SOIRÉE

La pluie s'est mise de la partie, le vent aussi et *les illuminations et les concerts en plein air* en souffrent.

La Mairie a reçu par les soins de la maison Abel Letombe son éclairage des grands jours. *Dans les différents centres des concerts*, l'animation n'a pas été énorme, le temps n'y aidant pas. Le square Pierre Catteau était fort beau sous son illumination à giorno, beaucoup de promeneurs y sont allés, mais ce n'était pas la foule. L'averse qui est tombée vers 9 h. 1[2, a décidé les promeneurs à quitter les concerts et les bals publics et à rentrer chez eux.

A TOURCOING

Le premier mai s'est passé d'une façon inaperçue pour Tourcoing.

En effet les ouvriers qui ont tenu à manifester en se reposant dans la journée d hier ont été relativement très peu nombreux: environ 700 pour tous les établissements industriels réunis. La plus grande partie de ces manifestants se sont dirigés vers Roubaix.

Un petit nombre se sont cependant rendus chez le citoyen Dumortier qui a débité un nombre de chopes supplémentaire.

Au tissage Mallon 200 ouvriers sur 400 ont chômé, un tiers des ouvriers du tissage. Toulemonde soit environ 80; ces deux établissements sont on le sait situés au Boulevard à la limite du territoire vers Roubaix. Dans l'établissement Dumortier Cuignet, rue de Guisnes, également 50 ouvriers ont chômé; une certaine à l'établissement Molle et Desbonnet, rue Neuve de Roubaix et 35 ouvriers et ouvrières de chez M. Charles Tiberghien, fabriquant de dentelles.

Dans les grands peignages : chez Binet, Lorthiois, Lamon, Malard on a travaillé au complet. Au peignage Binet, il y a eu suspension du travail de nuit.

Aucune délégation ne s'est présentée à la mairie.

Le soir, le concert-conférence de chez Catteau au Bran-Pain avait attiré un petit nombre d'auditeurs. Tout s'est bien passé.

En somme, comme on le voit, journée absolument calme.

A Wattrelos

Le travail est complet dans les deux plus grandes fabriques : celles de MM. D'Haluin-Lepers et Leclercq-Dupire. Aucun incident à l'entrée du matin, ni à la rentrée de une heure.

M. Briffaut, conseiller d'arrondissement, cabaretier à la *Cloche*, a arboré à une de ses fenêtres un transparent portant l'inscription : « 1er mai 1895 — Vive *la fête internationale* du travail ! Vive la journée de huit heures avec minimum de salaire ! Vive le Parti Ouvrier ! »

Un groupe assez nombreux d'ouvriers se sont réunis à cet endroit à midi, pour aller porter les revendications à la mairie. Le soir un punch et un bal très animé ont clôturé la journée.

A Croix

Sauf à l'usine Isaac Holden, dite aux Anglais, on a travaillé partout. A midi et demi, le citoyen Dasbarbieux s'est rendu seul auprès de M. Pluquet, maire, afin de lui remettre la liste des revendications ouvrières.

Wasquehal

M. Delourme, maire, a reçu, dans la salle de la mairie, à 11 heures 1[2, la délégation des groupes du parti ouvrier de la commune, représentés par les citoyens Arthur Mille et Gustave Dubled.

Cette délégation a remis entre les mains de M. le Maire les revendications du parti ouvrier.

En ce qui concerne le Conseil municipal, le Parti ouvrier demande :

1° La création d'un hospice pour les malades indigents, vieillards et incurables.

2° La création d'une cantine scolaire.

3° La distribution au moins deux fois par an de vêtements et de chaussures aux élèves pauvres des écoles communales.

Entre parenthèse une clause dont la revendication dit : « Que le Parti ouvrier prend bonne note de ce que la municipalité a fait en 1894 : voter 600 fr. pour achat de vêtements aux enfants pauvres des écoles communales, et qu'il espère que la municipalité adhèrera à l'application des paragraphes 1, 2 et 3, pour l'avenir, et ce dans la mesure du possible.

M. le Maire répond qu'il soumettrait la question au Conseil dans sa prochaine séance.

La délégation a pris congé de M. le Maire en le remerciant de ses paroles.

Le reste de la journée s'est passé dans le plus grand calme, les rues étaient plus désertes *que les jours où l'on travaille partout.*

L'établissement de chez M. Th. Wipperen a marché toute la journée sans incident.

Chez MM. Hannart frères, le travail a été *complètement suspendu.*

A LILLE

Pas un seul ouvrier ne manque dans les ateliers qui fonctionnent comme de coutume.

Une manifestation avait été annoncée qui devait partir du boulevard des Ecoles et après avoir fait entendre les revendications des travailleurs à M. le maire de Lille, aller à la préfecture remettre une adresse destinée aux pouvoirs publics.

Ce programme a été suivi de *point en point*, hâtons-nous de le constater, mais sans enthousiasme.

Les délégués des syndicats textiles métallurgiques, marchands de journaux, des mouleurs et fondeurs en fer, des ouvriers de la cordonnerie et de l'équipement militaire s'étaient réunis à l'estaminet de la *Liberté*, rue de la Vignette et devaient à une heure et demie se rendre accompagnés des manifestants qu'on supposait devoir être nombreux au boulevard des Ecoles désigné comme le point de départ de la manifestation.

Malgré un temp superbe, les manifestants sont rares dans la rue de la Vignette, plus rare encore au boulevard des Ecoles.

Enfin, à trois heures, les délégués qui délibèrent dans la salle du *premier étage* de l'estaminet de la *Liberté*, voyant le peu d'empressement des camarades, se décidèrent à partir pour le lieu du rendez-vous.

Ils sont bien quarante qui défilent rue de Paris. Pareil nombre de manifestants les attendent boulevard des Ecoles. (Le cortège n'est pas long à se former et bientôt il parcourt les rues de Paris, des Manneliers, la Grand'Place et la place de Rihour.

En route, les curieux qui ont suivi un bon moment les manifestants se font plus rares, et c'est au nombre d'environ 150 manifestants *et curieux que nous évaluons* la composition du cortège à son arrivée à la Mairie.

De police, pas l'ombre et on a eu raison.

A la Mairie

Il est exactement trois heures et demie lorsque les délégués au nombre de dix-sept, sont introduits dans le cabinet de M. le Maire de Lille, qui les attend, en compagnie de M. Meurisse, adjoint et de M. Contamine, secrétaire général.

C'est M. Dupied qui le premier prend la parole et dit qu'il renouvelle la demande que les ouvriers sans travail ont faite le 27 mars dernier, vis à-vis la municipalité de Lille; il est étonné que les grands travaux ne soient pas poussés plus activement, faisant allusion aux fêtes universitaires qui auront lieu le mois prochain et pour lesquelles un crédit de 25,000 fr. a été voté, il demande qu'on destine une pareille somme aux ouvriers en *chômage.*

M. le Maire de Lille lui répond que l'administration municipale consacre annuellement 300,000 fr. aux œuvres de bienfaisance et que s'il le faut on fera plus encore pour venir en aide à ceux qui souffrent.

Pour ce qui est des travaux de l'agrandissement de l'abattoir on a fait un essai qui avait pour but d'occuper un certain nombre d'ouvriers inoccupés, mais les travaux de terrassement ne conviennent pas à tout le monde, et il y a bien des ouvriers qui sont des artistes dans leur partie et qui ne *sauraient pas travailler la terre.*

« Je vous ai d'ailleurs indiqué le 27 mars, ajouta M. Géry Legrand, que le mouvement commercial augmentait d'intensité ; le nombre de bras inoccupés irait en diminuant, et on en a la preuve dans les inscriptions des ouvriers qui ont demandé à travailler sur le chantier ouvert pour l'agrandissement de l'abattoir. Voici leur nombre :

106 se sont fait inscrire : 51 ont été employés *aussitôt* ; 19 ont quitté le travail, et les autres, pour des raisons diverses, ne se sont pas présentés.

Il faut bien penser que nous ne pouvons donner de la besogne sur ce chantier, qu'aux ouvriers *sans travail habitant Lille. Or, en général, ces ouvriers* cherchent à trouver de l'occupation dans les établissements industriels et les grands travaux projetés seront confiés à des entrepreneurs qui prendront des travailleurs habitués à ces sortes d'ouvrages.

M. Poulet parle de la couverture du Becquerel, de la Basse-Deûle et de la démolition des remparts, il refait le discours qu'il a tenu le *27 mars et sur lequel nous ne reviendrons* pas; ce sont, d'ailleurs, des critiques qu'il a maintes fois formulées et que nous avons mentionnées.

Il demande aussi pourquoi les vieillards ne sont pas admis en plus grand nombre à l'hospice général; pourquoi les édifices scolaires, de l'avis des architectes, manquent d'air; pourquoi on ne fait pas, le canal du Nord et différentes autres questions tout aussi intéressantes.

M. Géry Legrand répond que les critiques en ce qui concerne les écoles ne sont pas fondées, il y a suffisamment d'air; *l'hospice général* est plein d'hospitalisés et on ne peut pas en loger davantage.

Enfin après quelques demandes plus ou moins opportunes de *M. Ficavet* qui désire savoir l'avis de M. le Maire sur le projet de loi Trarieux, la délégation prend congé de M. Géry Legrand et se dirige vers la Préfecture par les rues du Palais, de l'Hôpital Militaire et la place Richebé. Les manifestants sont de beaucoup moins nombreux qu'au départ.

A la Préfecture

M. le Préfet reçoit les délégués dans son cabinet. Comme à la Mairie, c'est M. Dupied qui ouvre le feu, mais il nous semble moins rassuré qu'à l'Hôtel-de-Ville, il balbutie quelques mots et tirant de sa poche une enveloppe, il en extrait un papier qu'il déplie vivement et dont il donne lecture d'une voix vibrante et saccadée. Voici la teneur de ce document :

Lille, 1er mars 1895.

Monsieur le Préfet,

Nous, les délégués des syndicats réunis et Parti ouvrier de Lille, venons remettre entre vos mains pour que vous les remettiez aux Pouvoirs publics, les réformes sociales pour l'obtention desquelles les travailleurs manifestent aujourd'hui 1er Mai.

Parmi ces réformes, il y en a deux que nous plaçons comme les plus importantes, ce sont : le Maximum d'heures de travail et le minimun de salaire. Nous voulons réduire les longues journées de travail à huit heures, parce que nous croyons qu'il est de toute nécessité tant pour la santé ouvrière que pour l'organisation plus harmonique de l'œuvre de production que la législation mette un frein à une surproduction effrénée qui jette la perturbation dans le monde économique.

Le patronat capitaliste a une tendance toujours plus marquante à faire produire de plus en plus avec le moins de bras et le moins de main-d'œuvre possibles. Si l'Etat n'intervenait pas, les industriels *feraient travailler leurs ouvriers jour et nuit poussant* d'eux mêmes dans un intérêt égoïste et mal compris aux crises les plus terribles dans le monde du Travail.

Nous avons la conviction la plus profonde que *grâce à la réduction à huit heures, de la journée* normale du travail, le chômage disparaîtra ; tous les ouvriers travailleront et les salaires loin de diminuer, comme on pourrait le penser, augmenteraient dans de sensibles proportions. Cette affirmation est tellement vraie que nous n'avons qu'à jeter les yeux sur les pays industriels d'Europe pour nous convaincre que c'est dans les pays où les heures de travail sont les plus courtes (*sic*) que les salaires sont les plus élevés, tandis que dans ceux où les heures de labeur sont les plus longues, que les salaires sont les moins rémunérateurs.

En tous cas, pour empêcher cette réduction de salaire qui afflige de plus en plus la classe ouvrière; pour mettre un frein à cette sorte de dîme patronale, il serait bon qu'avec la diminution des heures de travail, on appliquât la fixation d'un minimum *de salaire, sur ce qui est absolument* nécessaire pour vivre. Mais pour rendre cette réforme possible et praticable, nous demandons que ce minimum soit fixé sur le prix local des denrées par les municipalités d'accord avec les syndicats *ouvriers.*

Certains économistes soutiennent qu'avec le régime économique actuel, ces deux réformes n'apporteront pas aux producteurs le bien-être qu'ils en espèrent : en tous cas, ces réformes ne permettrait-elles aux *travailleurs* que les avantages d'avoir tous du travail, de conserver leurs salaires tels qu'ils sont et de pouvoir se reposer et s'instruire, que nous aurions encore le droit d'en être satisfait.

Outre ces deux réformes, il y en a encore d'autres, telles que la Caisse Nationale de retraites pour les vieux ouvriers et l'inspection du travail qui s'impose également. Dans la Nation on se plaint avec trop de raison de ce que depuis vingt-cinq ans que nous sommes en République, les pouvoirs publics, tant de fois renouvelés et considérés comme des assemblées absolument républicaines n'aient pas encore fait cette réforme si urgente d'une caisse de retraites. Quant au système actuel d'inspection du travail, il est tellement vicieux et défectueux ; les inspecteurs du travail ont l'air de se faire si bien les complices des patrons dans leur exploitation de la chair à travail que les ouvriers sont unanimes à réclamer l'institution des inspecteurs du travail choisis et nommés par les chambres syndicales ouvrières elles mêmes.

Nous devons vous déclarer, en passant, que nous réclamons toujours les trois autres réformes suivantes :

La responsabilité des patrons en matière d'accidents professionnels ; l'interdiction aux patrons d'employer des ouvriers étrangers au-dessous du salaire des ouvriers nationaux et la suppression *des amendes dans les ateliers.*

Enfin, nous croyons devoir protester contre le projet de loi Trarieux qui a pour but d'interdire le droit de grève aux ouvriers et employés des chemins de fer et réclamons, au contraire, pour protéger nos libertés syndicales, déjà si précaires, une loi sur le modèle du projet Bovier-Lapierre, condamnant fortement et rigoureusement les patrons et tous ceux qui tenteraient de mettre entrave aux droits d'association.

Voilà, M. le Préfet, en résumé, toute la série de réformes que la classe ouvrière réclame depuis de nombreuses années et qu'elle saura exiger de ses mandataires avec d'autant plus de force et de volonté, qu'elle se sera, en fin de compte, mieux organisée et mieux instruite de ses droits et du rôle immense qu'elle remplit dans l'ordre social.

Suivent les timbres des divers syndicats et au-dessous les signatures de leur délégué :

Chambre syndicale de l'industrie textile ; Union syndicale de la métallurgie ; Chambre syndicale des fondeurs et mouleurs en fer ; Chambre syndicale des ouvriers en métaux de Lille et des environs ; Le parti ouvrier, section lilloise.

La lecture terminée, M. Dupied donne son papier à M. le Préfet, qui l'assure que l'adresse sera remise à qui de droit.

M. Poulet *commente* l'adresse, il appelle l'attention de M. le Préfet sur les caisses de retraites et sur les inspecteurs du travail.

M. Vel-Durand promet d'ajouter ces observations à l'adresse et assure les délégués qu'il sera leur fidèle interprète.

La réception prend fin sur ces mots.

A l'Eldorado

Une réunion a eu lieu à cinq heures à l'*Eldorado.*

Le citoyen Bergo est nommé président, les citoyens Delpech et Ghesquières sont désignés comme assesseurs.

Les délégués devant une salle à moitié vide ont rendu compte de leur mandat.

Cette réunion a permis également à M. Ghesquières de développer l'adresse lue à M. le Préfet par M. Dupied, de la commenter et de terminer son discours par un appel à la solidarité des travailleurs, tous les ouvriers *doivent faire partie des syndicats de leurs* corporations et grâce à cette organisation, dit M. Ghesquières, nous mettrons la main sur les pouvoirs publics, nous serons le gouvernement et on fera enfin quelque chose pour les ouvriers.

Les applaudissements de cinquante citoyens sont pour l'orateur un précieux encouragement.

Pour terminer, nous entendons un conseiller municipal de Nîmes qui vient apporter la poignée de mains fraternelle des socialistes du Midi aux socialistes du Nord.

La séance se termine par un ordre du jour de confiance aux délégués et un vibrant appel aux camarades de faire partie des syndicats.

Inutile de dire *qu'il est voté à mains* levées.

A Armentières

La *journée, qui n'a été précédée* ici d'aucune réunion ouvrière, n'a pas donné lieu à la moindre manifestation.

Tous les tissages et filatures ainsi que les autres usines de la ville et de la route d'Houplines avaient leur personnel au grand complet dès six heures du matin.

Pendant le déjeuner, des membres du Parti ouvrier distribuaient aux abords des ateliers une circulaire invitant les travailleurs à assister, à huit heures du soir, au bal populaire de la place du Rond-Point.

Insignifiante la fin de la matinée.

Le Comité du Parti ouvrier ainsi que les chefs de la fraction allemaniste avaient même renoncé à aller présenter à la municipalité, les cahiers de leurs revendications.

Dans l'après-dîner, les divers quartiers de la ville ont conservé leur physionomie accoutumée ; les cabarets ouvriers sont vides pour la plupart et on ne signale pas la moindre trace de chômage dans les usines.

A Fourmies

Le bruit a couru timidement d'abord que *Culine*, le héros *de Fourmies de Mai 1891*, plus récemment condamné à de la prison par le tribunal corectionnel de Reims, pour un *accès de galanterie*, peine confirmée par la cour d'appel, était arrivé à Fourmies.

Il y avait tout lieu de croire que la présence de ce tribun de forum allait donner à la fête du 1er mai une animation exceptionnelle et peut-être... des ennuis ! il n'en a rien été !

Très timidement Culine est descendu à l'hôtel Dervillée, place de la Gare, à Fourmies, *où il s'est fait inscrire et a logé* comme voyageur de passage; il est arrivé mardi dans cette ville, par le train de 8 h. 42.

Vers 6 heures du matin, hier mercredi, 150 jeunes rattacheurs, les terribles, ont été à Trieux-de-Villers, en face de la filature Jacquot, *où ils ont chanté la Carmagnole !* au moment de la rentrée des ouvriers ; de là, ils sont retournés sur la place de la Gare où ils ont continué leur chant, puis ils se sont séparés.

Le calme le plus complet n'a cessé de régner de toute la matinée dans les rues de Fourmies ; ce n'est que vers une heure et demie après-midi qu'on a vu quelques manifestants, la cocarde rouge à la boutonnière, se rendant à la Maison du Peuple, rue du Marais, où le cortège s'est formé pour se rendre au cimetière.

Mardi soir, une réunion a été tenue à l'estaminet Ponsart, rue de la Montagne. Environ soixante auditeurs y ont pris part et ont acclamé le programme du lendemain, qui comportait salves d'artillerie à sept heures du matin; départ du cortège au cimetière à deux heures et enfin à huit heures du soir, grand-concert conférence.

Vers deux heures, divers groupes qui peuvent être évalués à environ, 300 personnes se réunissent à la Maison du Peuple.

On remarquait que les verriers qui, l'an dernier, avaient été les plus ardents, ne prenaient pas part à cette manifestation.

On peut évaluer à environ 300 personnes répandues tant sur le parcours du cortège que dans le cimetière de Fourmies, où étaient portées à 3 trois heures 16 couronnes dont trois seules de cette année; l'une, un triangle porté par Culine, offerte par la Fédération des chambres syndicales de Reims (groupe socialiste); une autre envoyée par les ouvriers teinturiers de Reims et une troisième par la Fédération des syndicats ouvriers et la Fé*dération socialiste de Lyon.*

Sur la tombe, cinq discours ont été prononcés, l'un par M. Bresny, de Fourmies ; le deuxième par M. Gosselin, du conseil national de Paris ; le troisième par Culine; le quatrième, de beaucoup le plus violent, par Cartegnies, et enfin le cinquième par M. Blandiaux, père de l'une des victimes.

Environ 800 ouvriers seulement n'ont pas travaillé; quatre établissements, *le Fourneau, le Paradis, le Mardis* et la filature Deuvrin, n'ont pas ouvert.

A la filature *Guinotte*, rue de l'Industrie, un mat fort bien décoré de guirlandes tricolores a été dressé dans la cour de l'établissement où on a dansé fort tard dans la nuit au compte du patron.

On a remarqué parmi les manifestants un groupe de plusieurs fraudeurs, portant la fameuse cocarde rouge et leur gourdin habituel, ils sont allés vers la frontière belge.

Dans le Bassin Houiller
DU PAS-DE-CALAIS

Le plus grand calme règne dans le bassin houiller du Pas-de-Calais ; les mineurs sont tous au travail.

Les ouvriers de la fosse numéro 2 d'Ostricourt chôment aujourd'hui et demain, mais pour réparations urgentes à la machine d'extraction.

Des conférences ont eu lieu un peu partout dans la soirée, mais le calme n'a pas été troublé.

A PARIS

Paris, 1er mai. — La journée du 1er mai est jusqu'à présent extrêmement calme. Des mesures d'ordre avaient été prises en vue de troubles éventuels. Elles ont été inutiles.

Le fait le plus important de la journée a été la réunion du premier Congrès de la Ligue socialiste-révolutionnaire, pour la révision républicaine-socialiste et directe par le peuple, qui a été tenue ce matin, salle Leger.

A ce Congrès ont assisté un certain nombre de députés et de conseillers municipaux.

Les délégués étaient au nombre de 65. Ils *représentaient 150 sections de Paris et des* départements.

Beaucoup de discours ont été prononcés sur la révision. Un congrès aura lieu tous les ans le 1er mai.

Sur la proposition de Mme Paule Minck, les délégués ont adopté le lilas rouge comme emblème.

Une deuxième réunion de la jeunesse collectiviste du 3e arrondissement a eu lieu à l'Eden du Peuple. Elle n'a présenté aucun intérêt. Autre réunion de la Chambre syndicale des plombiers, des zingueurs, etc., à la salle Jules. Aucun incident ne s'est produit nulle part.

Paris, 1er mai. — Le comité révolutionnaire central (blanquistes) avait fait cet *après-midi convier ses adeptes à une grande* réunion, salle du Commerce (faubourg du Temple). 500 personnes environ assistaient à cette réunion, qui a été relativement des plus calmes.

Sur l'estrade avaient pris place : MM. Chauvières, Vaillant et Millerand, députés.

On a discuté longuement la question des monopoles et des droits de grève.

M. Millerand, dans un long discours, a fait le procès des armées permanentes et a étudié la question des grèves.

En terminant, il a fait une profession de foi socialiste patriote.

La sortie de la réunion s'est effectuée sans incident.

Les guesdistes s'étaient donné rendez-vous à l'Eden. MM. Millerand et Chauvin, députés, assistaient à cette réunion, qui a été très paisible. On a beaucoup parlé de la journée de huit heures, des grèves, etc. Aucun incident n'est à signaler.

Rue d'Allemagne, à la salle Chaynes, les allemanistes ont tenu un grand meeting, le plus important de la journée. La salle a applaudi successivement les citoyens Faberot, Avez, Toussaint, Dejeante et Groussier, députés, ainsi que les citoyens Faillet, Weber, Stauss, et Berthaut, conseillers municipaux.

Paris, 1er mai. — Rue Montmartre, le balcon de la *Petite République* est illuminé. La soirée a été des plus calmes. Il serait superflu de rendre compte de toutes les réunions qui ont eu lieu ce soir. Elles ont été la réédition de celles qui ont eu lieu cet après-midi : mêmes orateurs, même public, mêmes déclarations révolutionnaires et même ordre du jour.

Il y a en outre des banquets, des punchs, des concerts, jusqu'à des bals où citoyennes et citoyens se sont divertis sans songer nullement à la lutte des classes.

*Il ne s'est produit aucun incident qui mé*rite d'être signalé.

Le député Faberot dont le talent oratoire truculent et savoureux fait la joie de ces réu*nions, a obtenu son succès* habituel auprès de son fidèle public.

A minuit, la préfecture de police annonçait que pas une seule arrestation n'avait été opérée dans la journée pour délit se rapportant à la manifestation.

Un 1er Mai sans arrestation, encore une tradition qui s'en va !

On s'accorde à reconnaître que les mesures d'ordre avaient été prises avec tact et discrétion, grâce aux ordres donnés par le ministre de l'intérieur.

DANS LES DÉPARTEMENTS

Calme complet. Aucun incident. Nous résumons succinctement les dépêches suivantes :

A Saint-Nazaire, 2,600 ouvriers sur 3,400 *travaillent.*

A Rive-de-Gier, on travaille partout.

A Roanne, presque toutes les usines chôment, mais on ne signale aucun incident.

A Bordeaux, on travaille partout.

A Montpellier, la Bourse du travail, le journal *Le Petit Méridional* et les cafés ouvriers sont pavoisés.

A Ajaccio, tous les ouvriers chôment, mais la ville est calme.

A Toulon, le chômage est général. Le maire a offert au jardin de la ville un « apéritif populaire ».

A Lyon, grande animation dans les rues. Calme complet.

A Marseille, quelques chantiers seulement chôment.

Le travail a été complet à Châtellerault, Angers, Brest, Le Mans, à la Grand Combe, à Montceau-les-Mines, etc. En revanche, à Carmaux, le chômage a été général. En prévision de désordres possibles, le préfet du Tarn avait envoyé une cinquantaine de gen*darmes, mais le calme* a été complet.

A L'Étranger

En Belgique

Bruxelles, 1er mai. — Le chômage a été général dans les exploitations charbonnières; les autres établissements industriels dirigés par des chefs libéraux ont chômé également; quant aux usines et établissements catholiques, ordre a été donné aux ouvriers de se trouver tous à la besogne ; les absents sont passibles des amendes ordinaires.

En Italie

Rome, 1er mai. — Les délégations ouvrières ont présenté leurs réclamations aux municipalités à Rome et à Florence. On signale quelques désordres à Bologne, à Ferrare et à Lecco.

Aucun journal n'a paru aujourd'hui à Rome, à Milan et à Naples.

En Espagne

Madrid, 1er mai. — A part les mineurs de Linarès qui paraissent agités, la plupart des ateliers et fabriques, tant à Madrid qu'en province, travaillent.

Madrid a son aspect habituel. D'ailleurs, le gouvernement a interdit les manifestations sur la voie publique. Les socialistes se sont réunis au Jeu-de-Paume. Quelques discours *ont été prononcés contre la bourgeoisie.*

En Angleterre

Londres, 1er mai. — Le calme est complet. Une manifestation a lieu à Hyde park. La résolution soumise aux manifestants demande le chômage général le 1er mai, la journée de travail de huit heures, l'extension du suffrage universel à tous les adultes, l'abolition des classes sociales et la fin du système capitaliste par l'abolition de la propriété individuelle dans les moyens de production et de distribution.

L'impôt sur la Rente

Paris, 1er mai. — Le budget de 1896 que le gouvernement prépare *en ce moment sera* plus difficile encore à équilibrer que celui de 1895. Le déficit avoué s'élève dès maintenant à 37 ou 38 millions, mais, tout compte fait, *c'est à une insuffisance* de crédit d'une centaine de millions au moins qu'il faudra faire face. Comment s'y prendra-t on pour combler ce trou considérable ?

On prétend dans le monde financier que le gouvernement songerait à proposer un impôt sur *la rente* et la nouvelle a causé dans ce milieu si impressionnable une émotion facile à comprendre. C'est même la cause principale de la baisse qui s'est produite ces jours derniers sur nos fonds d'Etat.

Nos renseignements particuliers nous permettent d'affirmer que M. Ribot n'a pas l'intention *qu'on lui* prête. *En effet, la mesure* a un côté politique fort grave. Imposer la rente, ce n'est pas seulement frapper les gros capitalistes qui peuvent supporter un accroissement de charges, mais atteindre aussi la petite épargne, laquelle possède précisément la plus grande partie des fonds publics français.

Que diraient-ils, tous ces petits rentiers, tous ces modestes travailleurs qui, sou à sou, ont amassé quelques maigres économies si le gouvernement de la République, après avoir opéré deux conversions successives qui ont sensiblement amoindri le capital des créanciers de l'Etat, après avoir réduit le taux d'intérêt des caisses d'épargnes, venait maintenant *frapper la rente ?* Ne serait il pas à craindre qu'une pareille mesure n'eût pour résultat de détacher de la République une partie tout au moins de ces populations si laborieuses et si intéressantes ? Le gouvernement pense *qu'il aurait là un danger sé*rieux.

Aussi, non seulement il ne présentera pas de projet d'impôt sur la rente mais il combattra de toutes ses forces les propositions de cette nature qui pourraient émaner de l'initiative parlementaire et qui se produiront presque infailliblement lors de la discussion du prochain budget.

Le Pape et le droit d'accroissement

Paris, 1er mai. — Aucun doute ne serait plus possible sur la résistance que les congrégations opposeront à la perception du droit d'accroissement. Un mémoire rédigé sur la question par deux prélats français, dont un cardinal et un archevêque, aurait été porté spécialement à Rome, par le vicaire-général d'un diocèse de l'Est et soumis à Léon XIII. Le pape, après avoir annoté ce *document, l'aurait laissé subsister, dit-on,* dans sa partie essentielle et il l'aurait fait suivre de la déclaration suivante :

Que l'Eglise de France agisse comme elle croit de son devoir, mais qu'elle prenne entièrement la responsabilité de son attitude, car la papauté doit y rester étrangère.

Révolte dans une maison d'arrêt

Moulins, 1er mai. — La maison d'arrêt a été le théâtre d'une tentative de révolte.

Plusieurs gardiens furent frappés par des détenus, qui ont tout brisé dans la maison.

La gendarmerie et la police ont rétabli l'ordre.

Echouement du "Château Yquem"

Port-Saïd, 1er mai. — Le steamer *Château Yquem* s'est échoué hier dans le canal de Port-Saïd. Il est déjà renfloué.

Nos lecteurs se rappellent que c'est à bord du *Château Yquem* que se trouve notre jeune concitoyen Adriens, dont nous avons déjà publié deux lettres fort intéressantes. Nous attendons de lui des détails circonstanciés sur cet incident de voyage.

Nouvelles Étrangères

Oscar Wild et Taylor

Londres, 1er mai. — Après quelques heures de délibération, le jury a déclaré ne pouvoir se mettre d'accord sur le verdict, et aux termes de la loi anglaise, l'affaire est renvoyée à la prochaine session.

La mise en liberté sous caution a été refusée aux accusés.

La blessure du duc d'Orléans

Madrid, 1er mai. — Un journal de Madrid, le *Cronissa*, croit pouvoir attribuer à une cause particulière l'accident du duc d'Orléans. Le prince se serait rendu au cortège de Cuarto pour y voir des taureaux, car il souhaitait d'en acquérir quelques-uns. Il semble qu'un de ces animaux, surpris par un écart du cheval que montait le duc, l'aurait *frappé et désarçonné, car on dit que* la blessure de la jambe intéresserait plus grièvement l'os qu'une simple fracture.

DERNIERE HEURE

M. d'Hulst au Vatican

Rome, 1er mai. — Le pape a reçu aujourd'hui M. d'Hulst.

Une réunion mouvementée à Lyon

Lyon, 1er mai. — *Une réunion à laquelle* assistaient huit cents ouvriers environ a eu lieu à la Bourse du Travail militairement gardée.

La réunion est présidée par le conseil er municipal Fargeont, assisté du conseiller municipal Bonnard et du citoyen Fromajoux.

Plusieurs discours, dont quelques-uns très violents, ont été prononcés.

Un effroyable tapage se produit quand le citoyen Mouset demande la parole. Peu à peu, le calme se rétablit et le citoyen Mouset peut prononcer quelques mots.

Le citoyen Romain, qui prend ensuite la parole, voit son identité contestée par un assistant qui s'élance sur lui et lui administre une volée de coups de poing.

Un violent tumulte se produit. De nombreux horions sont échangés. Les coups de poing pleuvent de tous les côtés. Le commissaire de police lève la séance de *sa propre autorité* et les gendarmes font irruption dans la salle qu'ils font évacuer.

La sortie s'effectue sans incident.

Enthousiasme facile

Paris, 1er mai. — La *Petite République* sous la signature de M. Millerand, assure que la manifestation d'aujourd'hui évoque une impression de grandeur et de puissance.

Il ajoute qu'à la suite d'un tel spectacle, l'heure a sonné des résolutions et des actes.

L'élection sénatoriale du Nord

Comme nous l'avons annoncé, les représentants autorisés du parti républicain de Cambrai, ayant à leur tête M. Seydoux, ont fait hier, mercredi, auprès de M. Depreux, une nouvelle démarche pour le prier de poser sa candidature à la succession de M. Merlin.

En présence des vives instances de ses amis, M. Depreux n'a pas cru pouvoir refuser à son parti le concours qu'il lui demandait, et il a accepté la candidature.

Ce choix sera soumis samedi à la réunion républicaine qui aura lieu à Cambrai, puis, ultérieurement, au Congrès qui sera convoqué à Lille.

Nous croyons pouvoir dire à l'avance qu'il réunira l'adhésion de tous les républicains.

Chronique Régionale

LES ALSACIENS-LORRAINS
et la Catastrophe de Bouzey

M. Lother convoque ses compatriotes à une réunion par la lettre suivante :

Mes chers compatriotes,

Il est de mon devoir d'appeler votre attention sur la catastrophe de Bouzey (Lorraine non annexée).

Les journaux de Lille vous ont suffisamment instruits du désastre sans précédent qui vient de plonger dans le deuil la patrie française tout entière, mais en particulier l'Alsace-Lorraine.

L'action gouvernementale ne peut suffire à tant de misères.

Nous avons de très impérieux devoirs à remplir, *et je ne doute pas un instant de faire en vain* appel à votre patriotique intervention.

A cet effet, nous avons décidé d'ouvrir une souscription, à laquelle vous participerez dans toute la mesure de vos moyens ; nous faisons appel en même *temps à la générosité de nos frères lillois.*

Ne perdons pas un instant : faisons vite et bien ; la misère ne peut être contrainte à la patience et à l'attente, et que dès demain nous puissions répondre à nos compatriotes si cruellement éprouvés, que les distances ne nous ont jamais séparés, et qu'en attendant la rupture de la digue, qui rendra à la France ses enfants, nous avons répondu à nos devoirs compatriotiques dans l'amour de la patrie française.

Cette souscription est ouverte dès aujourd'hui. Nous convoquons d'urgence et en assemblée générale la Société d'Alsace-Lorraine de Lille et région pour vendredi soir, 8 heures et demie, au café de Belle Vue, 1er étage.

Il n'y a pas d'exception ; tout Alsacien-Lorrain est invité d'y assister.

Par délégation :
J. LOTHER,
Membre de la société A.-L. de Lille et du comité Central de la Fédération des sociétés A.-L. de France et des colonies.

Arrivée de « la Ville de Dunkerque »

Ovations aux marins

Mercredi après-midi à 3 heures, est entré au port, venant de Bordeaux le steamer français « *Ville de Dunkerque* », capitaine Girou qui a accompli si brillamment le sauvetage du steamer portugais « *Peninsular* ».

Une foule énorme attendait l'arrivée de ces braves marins. Le navire ayant accosté à l'endroit désigné « *Freycinet I* », MM. Dumont, maire de Dunkerque, Cavrois, Deman et Delourme, adjoints; Herbaert, président de la Chambre de commerce, M. Collette, vice-président et autres notabilités se sont rendus à bord et chacun a fait au capitaine Girou et à son équipage, toutes les félicitations que mérite un pareil sauvetage.

Le capitaine à son tour, remercie les notabilités et a prié d'accepter au salon un verre de champagne.

M. Dumont a invité le capitaine et l'équipage de la « Ville de Dunkerque », à accepter jeudi, à midi, les vins d'honneur à la mairie de Dunkerque.

Le capitaine et l'équipage du navire « Ville de Marseille » de la même Compagnie et actuellement en déchargement, a également été invité à fêter l'émouvant sauvetage si bien opéré par leurs collègues. La musique communale, ainsi que la société des sauveteurs feront cortège à l'équipage de la « Ville de Dunkerque » du siège de la société, place des Nations, jusque la Mairie.

Les incidents de Wallers-Trélon

Le citoyen-maire de Baives nous adresse la lettre suivante à propos de l'article que nous avions publié dernièrement au sujet des incidents de Wallers Trélon.

Monsieur le rédacteur en chef,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint quelques observations rectificatives au sujet de l'article sur Wallers-Trélon publié il y a quelques jours.

Rosalie Lefèvre n'a pas couché deux nuits dans les pâturages entre Baives et Wallers, mais bien au centre de cette dernière commune, à 100 mètres de la place publique, à 150 mètres de la maison du maire et de celle du curé et aussi de celle du garde champêtre, ce dernier ayant même empêché Rosalie Lefèvre de faire du feu dans cette pâture pour réchauffer ses malheureux petits enfants et cela sur l'ordre de la propriétaire cléricale de la dite pâture. C'est en se sentant mourir elle et les siens, qu'elle a retrouvé assez d'énergie, dans la journée du 25 mars, alors qu'il faisait un temps affreux et par une pluie glaciale, pour se traîner jusqu'à Baives, râlant pour ainsi dire.

2° Il y a à Wallers-Trélon non pas 121 habitants, mais bien près de 500; il y a des gens riches et c'est la commune, au prorata de sa population, qui a le plus de revenus pour le bureau de bienfaisance de l'arrondissement et il n'y a pas *bien longtemps encore que cette commune* reçut à titre de legs « Aunoy », frère d'un ancien président du tribunal d'Avesnes, la somme d'au moins 30.000 francs.

Veuillez agréer, monsieur le Rédacteur en chef, l'assurance de *ma considération distinguée.*

Le citoyen-maire,
A. PÉCHEUX.

Contre les bouilleurs de cru

La Chambre syndicale du commerce en gros des vins et spiritueux de Paris, a décidé de convoquer en une grande assemblée, à Paris, les syndicats et associations intéressés à la suppression du privilège des bouilleurs de cru.

La date de ce Congrès sera ultérieurement fixée.

Nominations officielles

M. Charles Doublet, inspecteur spécial de police attaché à la gare de Lille, est nommé inspecteur à La Rochelle.